Les doctrines *Banque Mondiale* et *FMI* : des PAS et des PPTE

Afin que les PED continuent à rembourser leur dette, la Banque Mondiale impose un certain nombre de politiques anti sociales et aux effets dévastateurs pour l'économie locale. **Les PAS** (Plans d'Ajustement Structurels) comportent notamment quatre exigences majeures :

1. Diminuer la masse salariale de l'Etat pour consacrer cet argent au remboursement de la dette
2. Diminuer les budgets des services sociaux et entreprises publics pour consacrer cet argent au remboursement de la dette.
3. Donner la priorité aux cultures d'exportation, ouvrir les frontières aux produits importés subventionnés, suppression de toutes subventions
4. Faciliter l'exploitation des ressources naturelles par les investisseurs étrangers et faciliter les mouvements d'argent pour leur permettre de ramener chez eux tous leurs gains.

Ces mesures combinées conduisent à la destruction des faibles structures sociales et des économies des PED. Education, santé, infrastructures, les états sont de plus en plus faibles, cependant que les revenus permettant de payer la dette fluctuent au grès des cours des marchés internationaux. La mise en concurrence des cultures d'exportation (coton, café, cacao, bois, etc.) a souvent pour effet de faire chuter les coûts et d'appauvrir encore plus les paysans et l'ensemble des pays.

Dernièrement, face à l'impopularité des PAS, le vocabulaire a changé en **"initiative PPTE"** (Pays Pauvre Très Endetté)... mais le contenu des mesures imposées maintien le cap néolibéral avec un durcissement des exigences.

Le discours officiel évoque régulièrement des remises ou des annulations de dette de tel ou tel pays, mais ces mesures permettent généralement de rééchelonner le paiement afin d'éviter une rupture si les remboursements devenaient vraiment insoutenables.

Maintenus dans le cercle vicieux de l'endettement, les pays consacrent une part considérable de leur budget à son remboursement (30% au Burkina Faso en 1999, contre 24% a toute l'éducation, et 1% à l'enseignement supérieur), amputant de fait les services sociaux. Par ailleurs, les institutions financières internationales (Banque Mondiale, Fond Monétaire International) et les pays créanciers utilisent la dette comme argument leur permettant d'imposer des décisions politiques et économiques à leur avantage.

Or, les sommes dues en 1970 ont déjà été remboursées environ 8 fois, alors que le stock de la dette ne cesse d'augmenter. Les PED ont transféré vers leurs créanciers l'équivalent de 7,5 plans Marshall entre 1986 et 2007.

Qui est ATTAC Burkina Faso?

Le "Mouvement international Attac s'est créé à l'occasion d'une réunion internationale à Paris les 11 et 12 décembre 1998.

Attac est une association qui a pour but d'aider par des moyens légaux les gouvernements des pays en développement à reconquérir leur autonomie face aux abus de la sphère financière internationale. Avec pour référence la plate forme, le mouvement Attac, résolument altermondialiste, se constitue en réseau, sans structures "hiérarchiques" ni "centre" géographique. Pluraliste, il s'enrichit de la diversité de ses composantes et favorise l'action commune, sans limiter d'aucune façon la liberté d'intervention de chacun. Il vise à renforcer, à relier et à coordonner sur le plan international l'intervention de tous les partenaires qui se reconnaissent dans sa plate-forme. Il souhaite de même resserrer ses coopérations avec tous les autres réseaux dont les objectifs convergent avec les siens. ATTAc est membre du réseau CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde)

ATTAC
BURKINA

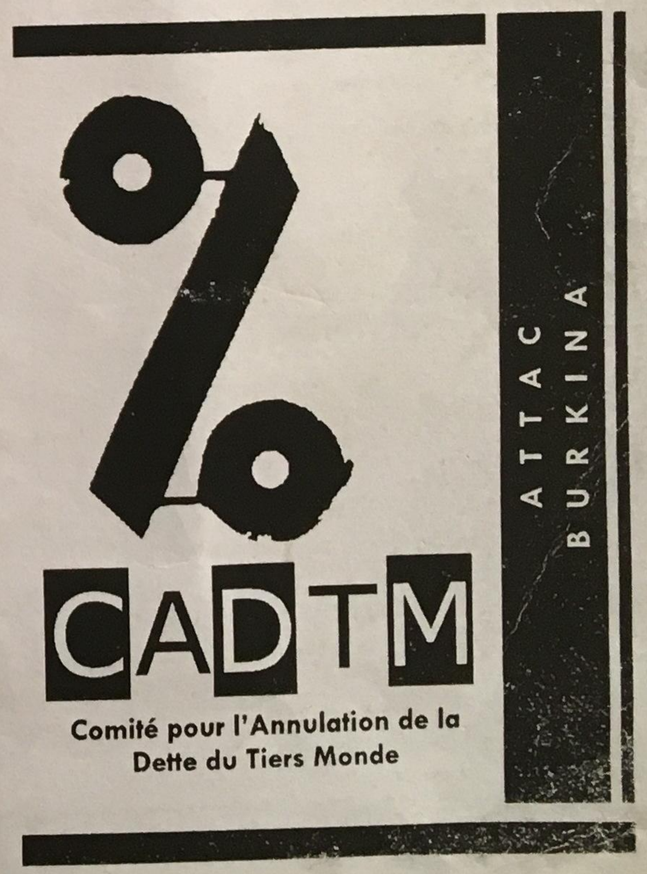
ATTAC Burkina est situé à Ouagadougou au 1200 Logements, rue 1421, à l'Ouest du temple Emmanuel sous l'immeuble du CAMA
Adresse postale : 01 BP 5916 Ouaga 01

Téléphone : 00226 50 36 38 22
http://www.attacburkina.unblog.fr
Messagerie : attacburkina@yahoo.fr

CHANGEONS LE MONDE ICI ET MAINTENANT

ATTAC Burkina

Réclame l'annulation de la dette odieuse du Burkina Faso et des pays du tiers monde



« Le poids de la dette étouffe les budgets de nombreux pays en développement (PED) et ce bien souvent pour rembourser le financement de projets entrepris longtemps auparavant par des régimes autoritaires » Rapport du PNUD 2002.

Dans cette brochure en quatre pages nous souhaitons vous parler d'une question qui est très peu abordé par nos dirigeants politiques mais qui a un impact très sensible sur notre vie de tous les jours comme l'atteste le rapport du PNUD cité plus haut. C'est la question de la dette extérieure publique du Burkina Faso et des pays du Tiers Monde en général.

D'où vient cette dette ? L'historique de la dette des pays du Tiers Monde.

Elle a trois origines principales et une secondaire qu'on pourrait présenter comme suit :

Les eurodollars

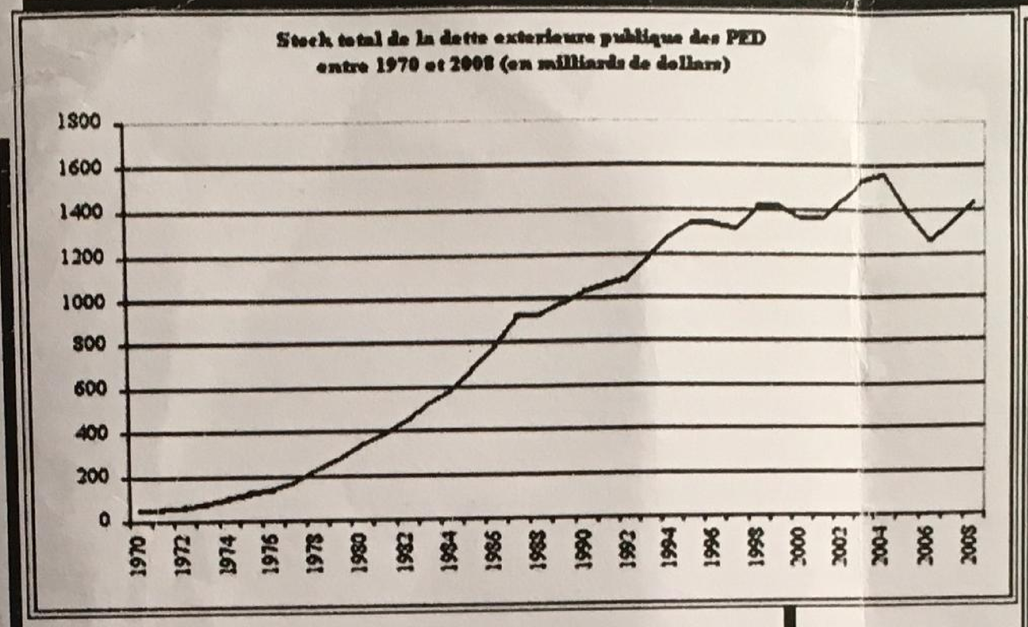
Dans les années 60, après les deux guerres mondiales, trop de dollars prêtés par les USA à l'Europe circulent (le plan Marshall). Pour éviter le retour de ces dollars américains sur le sol américain afin d'éviter l'inflation, les américains vont le prêter aux pays nouvellement indépendants pour d'après eux financer le développement... mais en réalité il s'agissait d'un point de vue politique de les maintenir dans la dépendance.

Les pétrodollars

Dans les années 1973, avec ce qu'on a appelé le premier choc pétrolier, le prix du pétrole va quadrupler sur le marché : 1) les économies du Nord tombent en panne et les occidentaux réduisent leur consommation. 2) les pays pétroliers se déposent leurs dollars dans les banques du Nord. Il faut donc trouver de nouveaux consommateurs et des prêts à accorder et une fois de plus les PED vont servir de solutions.

La dette historique

Spécifiquement pour les pays colonisés par la France, après la proclamation de leurs indépendances, la France va leur imposer de payer un certain nombre de réalisations laissés sur leurs sols et construits avec des prêts empruntés sous le joug colonial au nom de ces colonies.



Le tournant des années 80

Au début des années 80, les USA connaissent une grave crise économie : la crise des liquidités (comme en 2007). Avec leurs alliés anglais, ils vont décider unilatéralement de multiplier par 4 les taux d'intérêts des prêts pour attirer les capitaux et relancer leur machine économique, alors que les intérêts des dettes privés dans les banques américaines flambent également.

En conséquence de ces choix politiques imposés sans concertation par les USA et la grande Bretagne, la dette des pays en développement (PED) explose rapidement!!! La plupart des PED se retrouve dans l'impossibilité de payer sa dette, qui les ampute d'une part considérable du budget national.

Cette situation est injuste car les prêts avaient été contractés à des taux qui ont été modifiés après coups, et surtout car les sommes prêtées n'ont presque pas servi aux populations des pays endettés : détournement par des dictatures, financement d'éléphants blancs (infrastructures couteuses et non fonctionnelles), etc. On parle alors de **dette odieuse**

La dette odieuse est une doctrine de droit, théorisée en 1927 par Alexander Sack

Cette doctrine cherche à formaliser la responsabilité des créanciers. Si ceux-ci connaissent les desseins de l'emprunteur, ils commettent « *un acte hostile à l'égard du peuple* » et s'exposent eux-mêmes au risque de non-remboursement si le régime est déchu.

La description la plus aboutie définit une dette odieuse par la concordance de trois critères :

> Absence de consentement : la dette a été contractée contre la volonté du peuple.

> Absence de bénéfice : les fonds ont été dépensés de façon contraire aux intérêts de la population.

> Connaissance des intentions de l'emprunteur par les créanciers.

Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n'avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. Nous ne pouvons pas payer la dette parce qu'au contraire les autres nous doivent ce que les plus grandes richesses ne pourront jamais payer, c'est-à-dire la dette de sang."

Thomas Sankara - Addis Abeba, 19 juillet 1987